



VILLE DE QUIMPERLÉ
Service des Marchés Publics
32, rue de Pont-Aven – CS 20131 - 29391 Quimperlé Cedex
Tel 02 98 96 37 50
Martin.dekermenguy@ville-quimperle.fr

Marché sur procédure adaptée,
passé en application des articles R2123-1 et suivants du code de la commande publique

MARCHE N° 2025_08 : TRAVAUX POUR L'EXTENSION DU GYMNASSE DE KERNEUZEC A QUIMPERLÉ

DATE LIMITE de remise des offres :
Le MERCREDI 11 JUIN 2025 A 12H00

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne les travaux à réaliser à compter du dernier trimestre 2025 (sauf si retard dans la procédure de consultation) pour l'extension du gymnase de Kerneuzec, construction datant de 1971, à proximité du lycée de Kerneuzec à Quimperlé.

Voir les CCTP pour détails.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Etendue de la consultation

La présente consultation d'entreprises est soumise aux dispositions du Code de la Commande publique, articles 2123-1 et R2123-1 et suivants (procédure adaptée).

2.2 - Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.
La consultation est scindée en 18 lots **numérotés de 1 à 18**.

Lot n° 01 - Terrassement - VRD
Lot n° 02 - Gros œuvre
Lot n° 03 - Charpente métallique et ossature bois
Lot n° 04 - Etanchéité

Lot n° 05 – Bardage bois, métallique et polycarbonate
Lot n° 06 - Menuiseries extérieures aluminium
Lot n° 07 - Menuiseries bois, agencement
Lot n° 08 – Doublages -Cloisons - Plafonds
Lot n° 09 – Sols, Carrelages – Faïence – Sols souples
Lot n° 10 – Sols sportifs
Lot n° 11 - Métallerie - Serrurerie
Lot n° 12 - Peinture
Lot n° 13 – Faux-plafonds
Lot n° 14 – Equipements sportifs
Lot n°15 - Ascenseur
Lot n°16 - Electricité CFO/CFA
Lot n°17 – Plomberie sanitaire, Chauffage, Ventilation, traitement d'air
Lot n°18 – Espaces verts

Pour chaque lot, l'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros.

En cas de groupement, la forme souhaitée par la personne responsable du marché est un groupement solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de la personne responsable du marché tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupement. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

2.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre de l'opération est assurée par l'équipe suivante :

- **EI Jean-François COLLEU**, Architecte Mandataire, AGENCE COQUARD COLLEU
38, rue du 71ème RI, 22000 SAINT-BRIEUC,
SIRET : 421 359 837 00018
Tel 02 96 33 28 28, coquard.colleu.archis@wanadoo.fr
- **EI Nathalie COQUARD**, Architecte associée,
AGENCE COQUARD COLLEU
38, rue du 71ème RI 22000 SAINT-BRIEUC
SIRET : 409 299 641 00038
Tel 02 96 33 28 28, coquard.colleu.archis@wanadoo.fr
- **M2C**, Economiste de la Construction, OPC,
Zone du Ventoué, 22400 LAMBALLE
SIRET : 342 730 519 00039
Tel 02 96 50 16 00, m2c.c.ronxin@sfr.fr
- **BSO – BATI STRUCTURE OUEST**, BET Structures béton,

Espace Cybèle 2, 7 rue Hélène Boucher, 22190 PLERIN

SIRET : 402 618 201 00071

Tel 02 96 75 44 66, contact@bso22.fr

- **BET ARMOR INGENIERIE**, BET Fluides – thermique, HQE et développement durable,
5C rue de la Ville, Néant, BP 4 - 22360 LANGUEUX
Tel : 02 96 33 57 64, bet.ai@armoringenieirie.fr
- **Bureau d'études QUEMPEL STRUCTURE BOIS (Q.S.B)**, BET Structure bois,
69 rue de Tréguier – 22300 LANNION
Tel. : 02 96 48 54 70
SIRET : 523 495 539 00026, bet@qsb.fr
- **SAS ACOUSTIBEL**, BET Acoustique, 22 rue de Turgé - 35310 CHAVAGNE,
Tél : 02.99.64.30.28
SIRET : 380 410 837 00039, rennes@acoustibel.fr

La mission du maître d'œuvre est la conception, la direction et la surveillance des travaux, ainsi que leurs opérations de réception.

2.4 - Contrôle technique :

Voir le CCTP.

2.5 - Durée du marché - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont indiqués dans le planning prévisionnel et dans l'AE.

2.6 - Variantes et Options/PSE

Les variantes sont autorisées dans le strict respect des conditions suivantes :

Les concurrents doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

Ils peuvent également présenter une offre comportant des variantes.

Les variantes sont autorisées mais doivent respecter les exigences minimales détaillées suivantes ,sous peine de rejet :

- ✓ Respect de la structure du bâtiment aucune modification de la conception globale et architecturale du bâtiment et des aménagements extérieurs respect strict des côtes du bâtiment en plan et en élévation
- ✓ Pas de remise en cause du dossier de Permis de Construire ;
- ✓ Pas de remise en cause des études thermiques ;
- ✓ Pas de remise en cause des études acoustiques ;
- ✓ Pas d'interaction avec les autres lots esthétiques ou techniques.

En cas de proposition de variantes, l'entreprise assumera seule la responsabilité financière d'éventuelles reprises d'études ou prestations déjà réalisées dans le cadre du dossier.

Ces variantes devront être présentées sur une annexe « Variante » en autant d'exemplaire que de propositions.

Il conviendra de distinguer dans l'AE ce qui relève de l'offre de base de ce qui relève de la variante.

A l'heure de la publication de la consultation, la liste des PSE (prestations supplémentaires éventuelles)est la suivante :

01 - TERRASSEMENT – VRD

PSE 01.01 : Remplacement bordures et trottoirs enrobé (voir plan architecte A1)

PSE 01.02 : Réparation du réseau EU cassé Ø 160 en fibrociment (évacuation des EU du gymnase existant vers lycée). Travaux à réaliser dans l'enceinte du lycée.



A cet endroit, la canalisation semble entièrement détruite, traversée perpendiculairement par un fourreau et un grillage avertisseur, dont la couleur rouge indique qu'il s'agit d'un câble électrique.

Sur site, une croix de couleur orange, avec le nombre « 0,50 », marque l'emplacement du désordre, situé à environ 50 cm de profondeur :



10 - SOLS SPORTIFS

PSE 10.01 : Fourniture et pose de 60 dalles caoutchouc 100x50 cm (soit 30 m²) de type DROPTILE BLACK 30 mm pour la salle de musculation.

PSE 10.02 : Incidence financière pour remplacement du sol type Omnisports référence MULTI-USE GREENLAY de chez TARKETTSPORTS ou équivalent par une résine de sol de type PULASTIC Eco 110 pour pratique du cirque et multi-activités uniquement au RDC **soit sur une surface de 586 m²**

12 - PEINTURE

PSE 12.01 : Revêtement linoléum pour mur composé d'une pâte de linoléum calandree sur un support toile de jute pour affichage par punaise de type BULLETIN BOARD de chez FORBO SARLINO, épaisseur 6 mm

Classement au feu : M3

Couleur choix architectes

Pose en lés verticaux avec petits joints entre lés

Pose suivant prescriptions fabricant

Compris cornière alu anodisé suivant localisation

Localisation : Suivant indications des plans et à titre indicatif :

RdC :

Hall convivialité 2 lés verticaux avec cornière alu finition ht 3m

Multi-activités 2 lés verticaux avec cornière alu finition ht 4m10

Kemperle 2025_08 RC

Cirque 2 lés vertical avec cornière alu finition ht 4m10
Musculation 1 lé vertical avec cornière alu finition ht 4m10
R+1 :
Tennis de table 1 lé vertical avec cornière alu finition ht 2m40

16 - ELECTRICITE - COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES

PSE 16.01 : Sonorisation

PSE 16.02 : Boucle magnétique

18 - ESPACES VERTS - CLOTURES

PSE 18.01 : Remplacement clôture liée à la PSE01.01 (voir plan architecte A1)
Linéaire 69 ml

NB : cette liste peut être amenée à évoluer en cours de consultation. Dans ce cas seul le DQE du lot concerné sera modifié et mis en ligne sur MEGALIS sans que soit forcément modifié le présent règlement. Merci de veiller à répondre sur la dernière version du DQE.

2.7 - Modification de détail au dossier de consultation

Le cas échéant, ces modifications seront communiquées via un fichier «Questions/Réponses» diffusé via la plateforme MEGALIS BRETAGNE.

2.8 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours (trois mois)** à compter de la date limite de réception des offres. En cas de confinement ou de négociations, ce délai pourra être prolongé unilatéralement par le pouvoir adjudicateur.

Si les négociations se prolongent ce délai sera calculé en comptant trois mois à compter de la date de réception des offres finales.

2.9 - Garanties particulières pour matériaux de type nouveau

Voir CCTP.

2.10 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Voir PGC-SPS joint au DCE.

2.11. – condition particulière d'exécution : Clauses Sociales

En application de l'article L2112-2 du code de la commande publique, il est prévu d'insérer une clause sociale pour les lots suivants :

LOT		Heures minimales d'insertion à réaliser
01	TERRASSEMENT - VRD	140
02	GROS-ŒUVRE	315
07	MENUISERIES BOIS - AGENCEMENT	210
08	DOUBLAGES - CLOISONS - PLAFONDS	70
09	SOLS CARRELAGE - FAIENCE - SOLS SOUPLES	70
12	PEINTURE	35
17	PLOMBERIE SANITAIRE - CHAUFFAGE - VENTILATION - TRAITEMENT D'AIR	210

Objet de l'action d'insertion

Kemperle 2025_08 RC

L'action d'insertion professionnelle dite « clause insertion professionnelle » consiste à réserver dans le marché un nombre minimal d'heures de travail à des personnes éloignées du milieu de l'emploi.

L'article L2112-2 du Code de la Commande Publique précise que les conditions d'exécution peuvent prendre en compte des conditions relatives à l'économie, à l'innovation, à l'environnement, au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations. En ce sens ce marché comporte une clause sociale d'insertion et de promotion de l'emploi.

Pour des facilités de mise en œuvre et d'efficience des situations de mises en emploi pour les bénéficiaires, seules les propositions de variantes supérieures à 35 h sont retenues.

Le public concerné

Les clauses d'insertion professionnelle ne sont pas un dispositif d'accès à l'emploi de droit commun. Elles concernent des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

sont ainsi concernés :

- les personnes bénéficiaires du RSA et des autres minima sociaux,
- les jeunes de moins de 26 ans sans qualification (niveau inférieur au BEP/CAP), ou en reconversion
- les demandeurs d'emplois remplissant la condition d'inscription à Pôle Emploi depuis plus de 12 mois dans les 18 derniers mois.
- les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Economique)

La durée d'éligibilité des publics et la comptabilisation des heures d'insertion :

A compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif de la clause d'insertion, pour une durée de 24 mois maximum. Au-delà de 24 mois, les heures réalisées par cette personne ne pourront plus être comptabilisées au titre de la clause d'insertion.

Pendant la durée du marché, l'entreprise s'engage à faciliter les contacts entre les partenaires et à permettre l'évaluation de l'action d'insertion par le maître d'ouvrage.

Afin d'assister toute entreprise désireuse de se porter candidate à une consultation comprenant une « clause d'insertion professionnelle », un dispositif d'information et d'assistance a été mis en place par le Conseil départemental du Finistère.

Ce dispositif s'appuie sur des chargé(e)s de projet « clause d'insertion » auquel l'entreprise retenue pourra faire appel afin :

- de préparer sa réponse lors de la mise au point du marché
- de se voir proposer des personnes répondant aux critères d'éligibilité,
- d'organiser, en cas de besoin, et dans la mesure du possible, des actions de formation préalables à l'embauche.

En l'occurrence, Le Conseil Départemental du Finistère – Direction de l'Economie, de l'Insertion et du Logement (Mr Jean-Jacques Carré 0298762357 facilitateur.clauses.insertion@finistere.fr)

Au stade de la remise de l'offre, la seule action à exécuter par les candidats au titre de la clause sociale est de compléter, dater et signer l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Afin d'obtenir une bonne exécution de la clause sociale pendant la durée du marché, le pouvoir adjudicateur demande au titulaire de désigner un référent unique qui sera chargé de mettre en Œuvre l'exécution et le suivi de

cette clause.

En cas de non-respect des obligations relatives à l'exécution de la clause d'insertion, le titulaire du marché encoure les pénalités prévues à l'article 30 de l'AE/CCAP.

MODE DE REGLEMENT

Le mode de règlement choisi par le maître d'ouvrage est le virement administratif dans un délai global de 30 jours après réception de la facture.










DELAI D'EXECUTION

Voir Planning prévisionnel en annexe du CCTP.

COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) -

Le DCE est composé des pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation (en format *.pdf) ;
- un acte d'engagement (en format *.doc) valant également CCAP (cahier des clauses administratives particulières)
- Les pièces rédigées par la maîtrise d'œuvre sont réparties dans 9 dossiers :

-  1 PRO DCE architectes
-  2 PRO DCE CCTP_DQE economiste
-  3 PRO DCE _DQE_3_charpente
-  4 PRO DCE_DQE_2_bet beton
-  5 PRO DCE_DQE_16_17_bet fluides
-  6 PRO DCE acoustique
-  7 PRO DCE Bureau de controle
-  8 PRO DCE CHSPS
-  9 PRO DCE reseaux existants . etude de s...

- Les 23 plans Architecte sont dans le « 1 PRO DCE architectes » ;
- Le CCTP TCE hors fluides et les DQE des lots 1, 4 à15, et 18 sont dans le dossier « 2 PRO DCE CCTP_DQE economiste »
- Le DQE du lot 2 (gros-œuvre) se trouve dans le dossier « 4 PRO (...) bet beton » ;
- Le DQE du lot 3 charpente se trouve dans le dossier « 3 PRO (...) »
- Et enfin les CCTP et DQE des lots Fluides (lots 16 et 17) se trouvent dans le dossier « 5 PRO ».
- Les diagnostics et plans se trouvent dans les différents dossiers ci-dessus.
- Le diag plomb et amiante est en cours, et sera mis ultérieurement en ligne.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 4 jours calendaires avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 3 - OBTENTION DU CAHIER DES CHARGES, PRESENTATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la commande publique, l'intégralité des échanges au cours de la consultation, notamment la transmission des candidatures et des offres **se fera obligatoirement par voie électronique** sur le profil acheteur de la Ville de QUIMPERLE.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est remis gratuitement à chaque candidat. Il sera à télécharger sur la plate forme Internet de dématérialisation des marchés publics : <https://marches.megalis.bretagne.bzh> (inscrire " Quimperle " dans le moteur de recherche « Mots clés » de l'écran d'accueil), ou directement sur : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/?page=frame.ConsultationsOrganisme&org=a7p>

Le profil acheteur de QUIMPERLE est MEGALIS BRETAGNE :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Les candidats disposent d'une aide technique à l'utilisation de la plate-forme à l'adresse URL de la plate-forme et, du lundi au vendredi de 9h00 à 16h30, d'une hotline au :

02 23 48 04 54.

Horodatage :

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. La date et l'heure pris en compte pour la remise des candidatures et des offres sont celles données sur MEGALIS BRETAGNE pour la Ville de QUIMPERLE à réception des documents envoyés par les soumissionnaires.

Cette heure est consultable à l'adresse URL évoquée ci-dessus : (heure de Paris).

Ce procédé répond aux normes internationales pour l'horodatage (RFC 3029).

En cas de panne de la plate-forme MEGALIS :

EN CAS DE DIFFICULTE D'UTILISATION DE MEGALIS l'envoi par e-mail adressé via la solution WETRANSFER ou équivalente **DANS LES VINGT-QUATRE HEURES PRÉCÉDANT LE JOUR ET L'HEURE DE LA DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES** l'envoi par e-mail adressé via la solution WETRANSFER ou équivalente à Martin.dekermenguy@quimperle.bzh sera autorisé à **TITRE EXCEPTIONNEL**.

Dans ce cas cet envoi se fera IMPÉRATIVEMENT dans les 24 HEURES précédant l'heure limite de remise des offres. Les liens WETRANSFER ont en effet une durée de vie limitée.

Son objet sera clairement visible afin d'empêcher tout clic accidentel sur le lien, comme : « TRAVAUX KERNEUZEC - NE PAS OUVRIR » (ou équivalent).

Ce fichier WETRANSFER ne sera téléchargé qu'après la date limite de remise des candidatures ou des offres, garantissant ainsi la confidentialité du pli.

Format des fichiers :

Si la réponse est adressée par voie dématérialisée, les candidats devront impérativement adresser leur candidature et leur offre dans les formats ci-après précisés, sous peine de rejet de leur candidature et de leur offre :

Format des fichiers : DOC(x), XLS(x), PDF, ou équivalent.

Le candidat est invité à :

1. ne pas utiliser d'extension .exe ou similaire ;
2. vérifier que le pli comprend bien les documents demandés au format évoqué plus haut;
3. Et surtout NE PAS SURCHARGER son offre en megaoctets inutiles.

La signature électronique n'est pas obligatoire.

Copie de sauvegarde :

Si les soumissionnaires le souhaitent, ils peuvent transmettre à titre de copie de sauvegarde une réponse sur support papier (accompagné le cas échéant d'une copie numérique sur clé USB) dans les mêmes délais de remise de l'offre.

Cette copie de sauvegarde doit être envoyée **sous pli scellé** à l'adresse indiqué en page de garde du présent document et comportant la mention « copie de sauvegarde ludothèque - NE PAS OUVRIR » **avec le nom de l'entreprise soumissionnaire.**

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures et / ou les offres transmises par voie électronique sur le profil d'acheteur ;
- lorsqu'une offre est parvenue par voie électronique sur le profil d'acheteur et n'a pu être ouverte.

La copie de sauvegarde ne sera pas rendue aux candidats. Elle sera détruite après un certain temps d'archivage.

B) PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

La signature électronique des offres n'est pas obligatoire.

Les candidatures et les offres présentées comme indiqué ci-dessous devront être remises avant la date et l'heure figurants en page de garde du présent règlement, **par voie électronique** via la plate-forme

<https://marches.megalis.bretagne.bzh/?page=frame.ConsultationsOrganisme&org=a7p>

Signature S'ils sont signés, les **documents signés électroniquement doivent être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique, dans des conditions conformes à l'Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.**

Catégories de certificats admises

Les certificats de signature électronique utilisés doivent être **conformes au Règlement n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur, dit « eIDAS ».**

Formats autorisés pour l'apposition de signature électronique

Les seuls formats autorisés pour l'apposition des signatures électroniques sur les documents devant être signés sont :

- le format PADES (utilisable uniquement pour les fichiers au format PDF),
- le format CADES (que la signature soit attachée ou séparée),
- le format XADES (que la signature soit attachée ou séparée).

Vérification de la signature électronique

Si le signataire utilise un outil de signature autre que ceux disponibles sur le Profil d'Acheteur alors le signataire précise dans un document de présentation de sa réponse (i.e. : un sommaire par exemple) le format de signature utilisé, le nom de l'outil de signature utilisé et indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément aux attendus de l'article 5 de **l'Arrêté du 22 mars 2019** relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Dossier de remise des candidatures et des offres

Il est rappelé que le ou les signataires, le cas échéant, doivent être habilités à engager le candidat.

La candidature et l'offre, qu'elles soient présentées par une seule entreprise ou par un groupement, devront **indiquer tous les sous-traitants connus lors du dépôt, selon les conditions prévues par le formulaire DC4**. Elles devront également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française et présentées de la façon suivante :

Les Documents relatifs à la « Candidature »

La candidature devra contenir les éléments suivants :

- 1) Formulaire DC1 groupé (en cas de groupement) *ou* individuel, à jour, ou lettre de candidature équivalente ;
- 2) Le formulaire DC2 ou les documents équivalents
- 3) La présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années ou à défaut, des certificats de qualification professionnelle (preuve par tous moyens) ;
A défaut de référence équivalente, il appartient au candidat de faire la preuve de sa capacité à réaliser les travaux dans les temps impartis.

L'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne, en lieu et place des documents ci-après mentionnés. Ce document devra être rédigé en français. Le candidat devra impérativement faire apparaître au sein du DUME, l'intégralité des informations permettant au pouvoir adjudicateur d'apprécier son aptitude à exercer son activité professionnelle, ainsi que ses capacités techniques, professionnelles, financières et économiques.

Les candidats ont la possibilité de réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans le cadre d'une précédente procédure **à la condition** de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Aucun document ne sera restitué au candidat. Les copies de sauvegarde ne seront pas non plus restituées.

L'appréciation de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, des capacités professionnelles, techniques, économiques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

Il est rappelé que, conformément aux articles R. 2143-11 et R. 2143-12 du Code de la commande publique, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques, économiques et financières d'autres opérateurs économiques, tels des sous-traitants, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités professionnelles, techniques, économiques et financières de ce ou ces opérateurs économiques en produisant les mêmes documents concernant ce ou ces opérateurs économiques que ceux demandés aux candidats par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de la lettre de candidature, et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché en fournissant un engagement écrit signé de ce ou ces opérateurs de mettre à disposition du candidat ses capacités pour l'exécution du marché.

Enfin, il est rappelé que l'absence de référence relative à l'exécution de marché de même nature ne pourra justifier l'élimination d'un candidat et ne dispensera pas le pouvoir adjudicateur d'examiner les capacités professionnelles, techniques, économiques et financières des candidats.

Les candidats qui seront objectivement dans l'impossibilité de produire, afin de justifier de leurs capacités techniques, professionnelles, économiques ou financières, l'un des documents ou renseignements exigés pourront toutefois prouver et démontrer leurs capacités par tous moyens équivalents (ex : déclaration appropriée d'une banque, ...).

La vérification des capacités du candidat pourra être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché. Les candidats devront alors produire les pièces visées ci-dessus dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

B - Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement/CCAP (fichier *.doc),
- Le DQE rempli soigneusement
- Toute note, mémoire technique, ou notice que le candidat jugera utile de produire aux fins d'exploitation de son offre et de mise en évidence des qualités et avantages de celles-ci ;
- Toute note d'observations, réserve, compléments, que le candidat jugera indispensable de produire concernant d'éventuelles observations, erreurs, imprécisions ou omissions qu'il aurait constatées dans le dossier de consultation. Toute réserve aux conditions exposées dans le DCE devra être jointe en annexe de l'acte d'engagement.

B – ELIMINATION DES CANDIDATS – JUGEMENT DES OFFRES

Pourront être éliminés par le pouvoir adjudicateur :

les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des certificats et attestations demandés,

les candidats dont les garanties professionnelles et financières par rapport à la prestation, objet de la consultation, sont insuffisantes.

Les qualifications QUALIBAT/QUALISPORT (ou qualifications équivalentes) suivantes sont demandées :

LOT	DESIGNATION	QUALIFICATIONS
LOT 01	TERRASSEMENT - VRD	1311 - 1321 - 1341
LOT 02	GROS-ŒUVRE	2212
LOT 03	CHARPENTE METALLIQUE ET OSSATURE BOIS	2411
LOT 04	ETANCHEITE	3212 - 3272
LOT 05	BARDAGE BOIS, METALLIQUE ET POLYCARBONATE	3813 - 7132
LOT 06	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM	3522 - 3722
LOT 07	MENUISERIES BOIS - AGENCEMENT	4322
LOT 08	DOUBLAGES - CLOISONS - PLAFONDS	4132
LOT 09	SOLS CARRELAGE - FAIENCE - SOLS SOUPLES	6222 - 6312 - 6261
LOT 10	SOLS SPORTIFS	141 Qualisport
LOT 11	METALLERIE - SERRURERIE	4412

LOT 12	PEINTURE	6112
LOT 13	FAUX-PLAFONDS	6612
LOT 14	EQUIPEMENTS SPORTIFS	500 Qualisports
LOT 15	ASCENSEUR	
LOT 16	ELECTRICITE - COURANTS FORTS - COURANTS FAIBLES	E2 classe 3
LOT 17	PLOMBERIE SANITAIRE - CHAUFFAGE - VENTILATION - TRAITEMENT D'AIR	5112 - 5312 - 5412
LOT 18	ESPACES VERTS	1351

	Qualifications
1311	Terrassement - Fouilles (technicité courante)
1321	Canalisations d'assainissement (technicité courante)
1341	Aménagements de chaussées et trottoirs
2212	Béton armé et béton précontraint (Technicité confirmée)
2411	Constructions et structures métalliques (Technicité courante)
3813	Tous types de bardages (technicité supérieure)
7132	Isolation thermique par l'extérieur (Technicité confirmée)
3522	Fabrication et pose de menuiseries extérieures en aluminium (technicité confirmée)
3722	Fabrication et pose de façades-rideaux métalliques (technicité confirmée)
4322	Fabrication et pose de menuiserie en bois (technicité confirmée)
4132	Plaques de plâtre (technicité confirmée)
6222	Revêtements de sols résilients PVC (technicité confirmée)
6312	Carrelages - Revêtements - Mosaïques (technicité confirmée)
6261	Chapes
141	Qualisports - Revêtement de synthèse
4412	Métallerie (technicité confirmée)
6112	Peinture et ravalement (technicité confirmée)
6612	Fourniture et pose de plafonds suspendus modulaires (technicité confirmée)
500	Qualisports - Equipements de Sports (de ballons et raquettes)
E2	Qualification élec
5112	Plomberie - sanitaire (technicité confirmée)
5312	Installations thermiques (technicité confirmée)
5432	Conduits aérauliques (technicité confirmée)
1351	Espaces verts

Jugement des offres

Les critères de jugement des offres sont classés dans l'ordre décroissant et avec la pondération suivante :

A) Prix des travaux : 60 %.

Le critère prix sera apprécié au vu du DQE fourni **et techniquement acceptable**.

La meilleure note (moins-disante à l'exception des offres jugées comme anormalement basses) aura 60/60, et les autres propositions seront notées par rapport à cette note selon la formule suivante :

Note $N_{prix} = 60 \times (\text{prix le plus bas} / \text{prix de l'offre notée})$.

B) Valeur technique : 40 % dont :

La note pour la valeur technique obtenue est désignée N_{tech} .

Il est rappelé que l'absence de mémoire technique, pourra automatiquement entraîner la note de « 0 » au critère correspondant.

IMPORTANT notice technique limitée à 15 pages et adaptée au projet hors annexes	Nombre de points/critères
1 - Note sur l'organisation humaine pour mener à bien le chantier 15 points Structuration de la conduite de chantier et de travaux, • prise en charge de la préparation de chantier- bureau ou responsable dessin souhaité (qui et avec quelle compétence ?) Effectif et qualifications des compagnons par phases de travaux pour le projet, • détail des effectifs (nombre et répartition par zone de travaux) et nombre d'heures totales affectées au chantier (travaux et études) et qualification des compagnons par entité de travaux Préparation de chantier et mode d'autocontrôle des prestations exécutées Engagement de l'entreprise à fournir sous un mois l'ensemble des détails nécessaires au démarrage du chantier de la tranche correspondante	5,00 point(s) 5,00 point(s) 3,00 point(s) 2,00 point(s)
2 - Note sur le respect du planning prévisionnel 4 points Note d'agrément des calendriers directeurs Cette notice doit décrire la méthodologie envisagée pour le chantier au regard des objectifs suivants : • mode d'autocontrôle des prestations exécutées (contrôles internes, gestion des non-conformités): • méthode de fabrication, préfabrication... • Méthodes mises en place pour tenir le planning et délais proposés pour le montage par entité de travaux	2,00 point(s) 2,00 point(s)
3 - Qualité des matériaux proposés 15 points Cas 1 > si les matériaux sont ceux décrits au CCTP : listing des matériaux proposés afin de vérifier la teneur de l'offre Cas 2 > si ces matériaux et seulement si ils constituent des similaires aux descriptions du CCTP, fourniture des documents en annexe permettant de juger de cette similarité (avis techniques, FDES, Procès verbaux incendie, caractéristiques acoustiques, documentation esthétique....) CARNET MATERIEL A JOINDRE EN ANNEXE se limiter aux matériaux essentiels et spécifiques à chaque lot et à cette opération - les notices trop générales ne seront pas notées Précision et clarté de l'offre	10,00 point(s) 5,00 point(s)
4 - Qualité de l'intervention environnementale 3 points	

Note sur la mise en œuvre pour l'étanchéité à l'air, la réduction des nuisances et la sécurité par rapport aux riverains, le respect du tri sélectif, la sensibilisation et le contrôle des compagnons sur le nettoyage de chantier.	3,00 point(s)
5 - Réserves et GPA 3 points Note décrivant les moyens mis en œuvre par l'entreprise pour lever le cas échéant les réserves et intervenir lors de l'année de parfait achèvement et garantie biennale <ul style="list-style-type: none"> • engagement de l'entreprise • interlocuteur lors de la GPA et autres garanties • délai d'intervention (délai de visite sur site, délai d'intervention et réparation) 	3,00 point(s)
Total maxi :	40,00 points

Note finale

La valeur de l'offre sera évaluée en effectuant la somme des notes pondérées correspondant au critère de la valeur technique et celle correspondant au critère du prix des prestations :

$$N = N_{tech} + N_{prix}$$

En cas d'égalité de classement de plusieurs offres, le critère portant sur la valeur technique des prestations sera déterminant et privilégié pour le classement final. Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander aux candidats des précisions concernant les fournitures proposées, ainsi que des précisions concernant la méthodologie d'exécution des travaux.

Des précisions pourront aussi être demandées au candidat soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire ou sa teneur complétée, soit lorsque l'offre paraît anormalement basse ou encore dans le cas de discordance entre le montant de l'offre d'une part et les éléments ayant contribué à la détermination de ce montant d'autre part (*prix unitaires du devis, décomposition des prix forfaitaires, etc.*).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier avec les candidats ayant remis une offre. En fonction du temps disponible et du volume des offres qu'il aura reçues, et pour obtenir le meilleur rapport entre la valeur technique et le prix, le pouvoir adjudicateur pourra négocier certains points techniques et/ou financiers des offres.

Les candidats seront invités par e-mail adressé via la plateforme Megalis Bretagne à participer à cette négociation. Le candidat veillera à indiquer les coordonnées (adresse e-mail) de référent(s) qui puisse être contacté(s) concernant ces échanges.

Si nécessaire, le Maître d'Ouvrage pourra inviter les entreprises à faire le déplacement à Quimperlé.

Merci de noter que le Pouvoir Adjudicateur peut aussi considérer que les offres sont suffisamment claires et décider d'attribuer le marché directement sans rien demander aux candidats. En effet, ce recours à la négociation n'est qu'une faculté. Veuillez par conséquent à optimiser votre offre dès le stade de remise des offres.

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

En outre, les pièces suivantes seront exigibles du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, conformément aux dispositions des articles R. 2144-1 et suivants, ainsi que R. 2143-6 à R. 2143-9 du Code de la commande publique :

- 1) Une attestation sur l'honneur contenant les déclarations sur l'honneur actualisées et visées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique, notamment celles relatives aux interdictions de soumissionner. Cette attestation sera remise dans les conditions suivantes :
 - a. Attestation groupée, par chacun des membres ;
 - ou
 - b. Attestation individuelle, (groupement ou candidat individuel) *.
- 2) Un document justifiant de la capacité de la personne signataire à engager la société (ex : extrait K bis, délégation de signature, ...) *;
- 3) Pour les entreprises de plus de 20 salariés, une déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH) de l'association de gestion du fonds pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH) attestant que le candidat est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés* ;
- 4) La/Les attestations ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales *;
- 5) La/Les attestations de fourniture de déclarations et de paiement des cotisations sociales datant de moins de six mois (attestations URSSAF, MSA ou autre) * ;
- 6) L'attestation d'assurance responsabilité décennale, le cas échéant *;
- 7) La liste nominative des salariés étrangers employés prévue par l'article D. 8254-2 du code du travail, le cas échéant. Celle-ci doit obligatoirement comprendre les mentions obligatoires imposées par cet article *;
- 8) Pour les entreprises placées en redressement judiciaire, celles-ci devront obligatoirement identifier clairement cette situation et faire parvenir une copie du jugement correspondant *;
- 9) Pour les entreprises situées à l'étranger, les documents prévus par les articles R. 1263-12 et D. 8222-7 du code du travail *.

** Il est précisé que les documents ci-dessus peuvent être transmis au titre de la candidature mais ne seront exigibles que du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché. Les pièces manquantes ou invalides, le cas échéant, seront demandées par le biais du profil acheteur et devront être remises dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur.*

La non remise des pièces demandées au pressenti attributaire dans le délai imparti entraînera le rejet de l'offre. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour fournir les pièces, certifications et attestations nécessaires. Cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures et des offres.

ARTICLE 4 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir des renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **5 jours calendaires** (aucune demande ne sera prise en compte passé ce délai, sauf si la demande affecte l'intérêt général et la bonne suite de la consultation) **avant la date limite de remise des offres**, une demande écrite via la plateforme MEGALIS BRETAGNE, ou par e-mail :

martin.dekermenguy@quimperle.bzh

Une réponse sera adressée à l'ensemble des personnes ayant téléchargé le DCE via MEGALIS

Il est bien sûr demandé de ne pas attendre le dernier jour pour poser sa question afin de laisser le temps à l'équipe de Maîtrise d'œuvre de préparer sa réponse.

Il sera répondu aux demandes, au moins deux jours calendaires avant la date et l'heure limites de remise des offres, par la mise en ligne d'un document « Questions/Réponses » sur le site MEGALIS, qui sera adressé par e-mail aux candidats s'étant identifiés sur cette plateforme. Il est par conséquent recommandé soit de ne pas télécharger le dossier anonymement, soit -si on choisit malgré tout le téléchargement anonyme- de vérifier qu'on dispose de la dernière version du cahier des charges publiée sur MEGALIS BRETAGNE avant de répondre.

La visite des lieux est totalement facultative, mais très fortement conseillée pour les lots 1 (VRD et Terrassements), 2 (Gros-Œuvre) et 16 (Plomberie).

Le titulaire ne pourra formuler aucune réclamation en cours d'exécution pour des éléments dus à sa méconnaissance des lieux.

Il est impératif de se renseigner pour se faire confirmer la possibilité de visiter et de prendre rendez-vous pour prendre la clé/badge d'accès au Pôle technique de Quimperle.

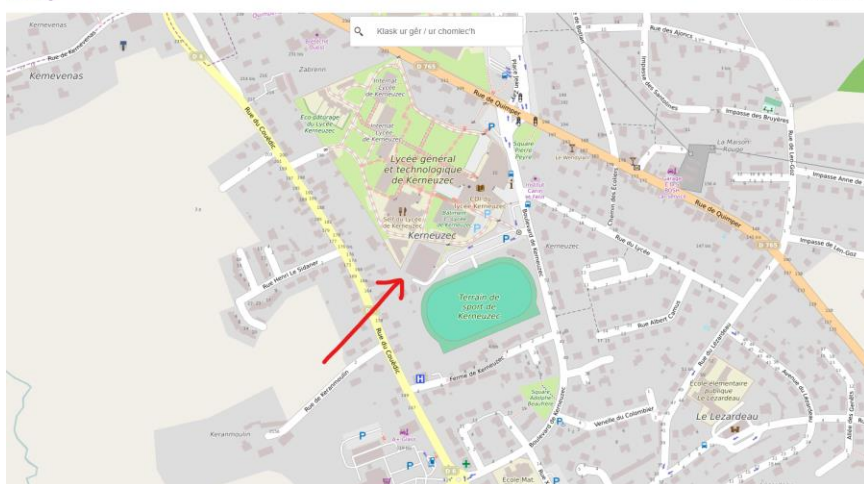
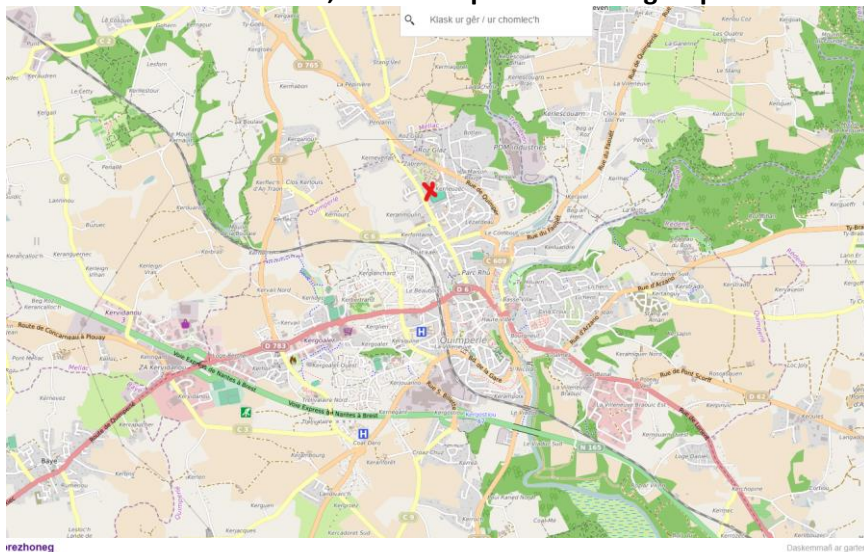
Les candidats qui souhaitent visiter les locaux prendront directement attache du Pôle pour annoncer leur venue.

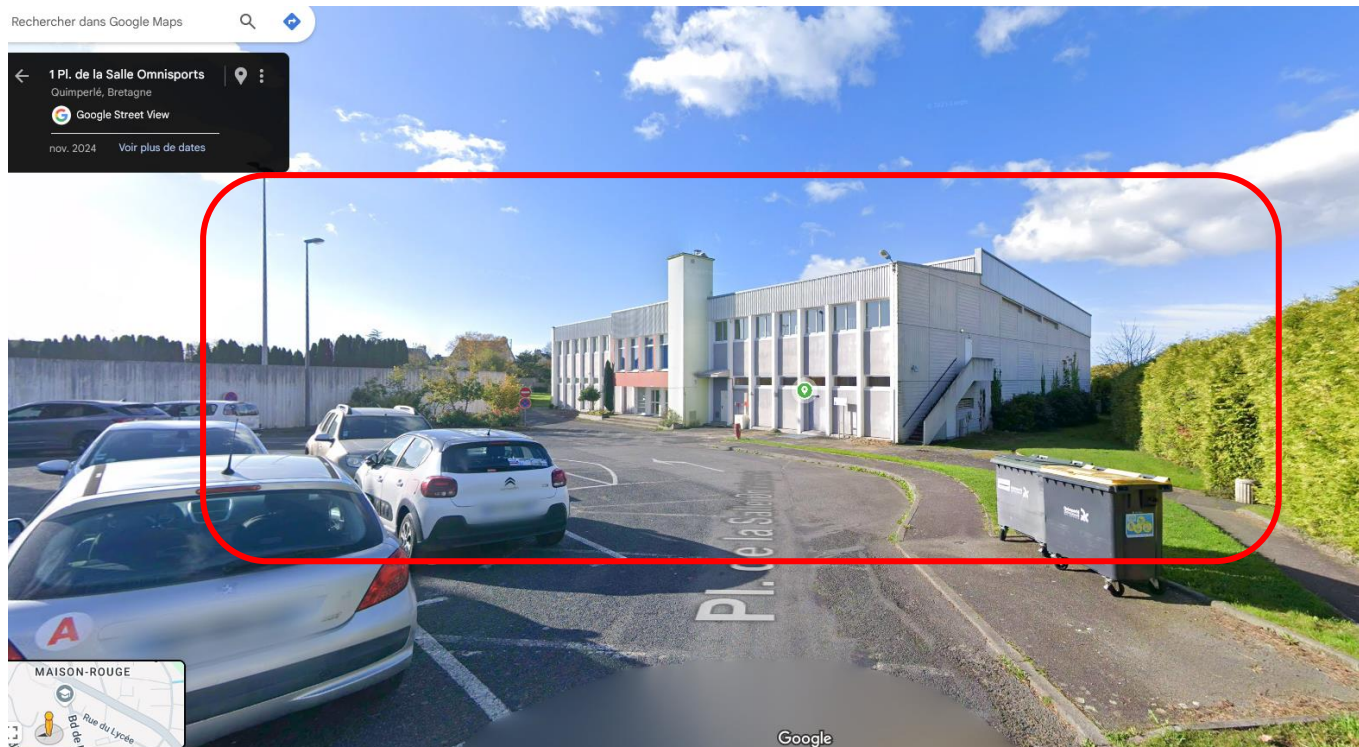
NB : le lycée utilise le gymnase en journée.

au 02 98 96 37 47, ou par mail : Services.Techniques@quimperle.bzh

Les services techniques sont fermés le mardi après-midi.

En fonction des demandes, ces visites pourront être groupées.





ARTICLE 6 – MEDIATION ET RECOURS

Organes chargés des procédures de médiation

Pour la Bretagne, s'adresser au CCIRA (Comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics) de Nantes

DIRECCTE - 22 mail Pablo Picasso - 44042 NANTES Cedex 1

Tél : 02 53 46 7983 - Paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

ou auprès du Médiateur des Entreprises (saisie uniquement en ligne) :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/mediation>

Organe chargé des renseignements sur les procédures de recours et tribunal compétent en cas de litige :

Greffe du Tribunal Administratif de Rennes

Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte, 35044 Rennes Cedex

Tél. : 02 23 21 28 28, greffe.ta-rennes@juradm.fr

En ce qui concerne le référé précontractuel (CJA, articles L551-1 à 551-4), le marché n'étant pas passé en procédure formalisée, il n'y aura pas de délai entre l'envoi de la décision du pouvoir adjudicateur, adressée via la plateforme Megalis Bretagne, et la signature du marché. Pour plus d'information voir avec le Greffe du tribunal administratif de Rennes.